



Nations Unies  
Commission Économique pour l'Afrique

Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord



## Mission d'enquête (services de conseils) et atelier de lancement du programme :

Renforcer le lien entre migration et développement en Afrique

24-27 juin 2024

Hôtel Best Western Premier, Accra, Ghana



# Note conceptuelle

## I. INTRODUCTION

Les diasporas contribuent de manière significative au développement durable des pays de destination et d'origine, en apportant diverses contributions économiques, sociales et culturelles. Les migrants retransmettent vers leurs pays d'origine des fonds importants et des compétences acquises dans les pays de destination, ce qui apporte des avantages importants aux pays d'origine et constitue une source utile de transfert de technologie, ainsi que des idées innovantes pour le développement national. Ils envoient de l'argent dans leur pays pour contribuer ( *i* ) à financer des biens et services de base, ( *ii* ) à lutter contre la pauvreté, et ( *iii* ) à atténuer les chocs et à soutenir la reprise après les crises. Les migrants utilisent également les ressources financières envoyées pour un investissement unique et conjoint afin d'améliorer le niveau de vie de leur famille, de réaliser des rendements financiers, ou les deux. Les diasporas sont l'incarnation de l'image de leur pays d'origine à l'étranger, tissant des liens et créant des espaces transnationaux.

Malgré leur importance croissante, les politiques de la diaspora reçoivent encore moins d'attention que les politiques d'immigration. Alors que les décideurs politiques et les chercheurs ont consacré plus d'attention aux pays d'origine, ils se sont principalement concentrés sur leur rôle dans les politiques d'immigration des États de destination. L'engagement transnational des pays d'origine avec leurs citoyens à l'étranger à des fins nationales a reçu moins d'attention.

Les contributions des migrants au développement ont récemment été de plus en plus reconnues. Au niveau mondial, les Objectifs de développement durable (ODD) ont introduit pour la première fois une reconnaissance explicite des contributions des migrants à la croissance inclusive et au développement durable et ont appelé à réduire les coûts de transaction des envois de fonds dans l'ODD 10.c qui stipule que « d'ici 2030, réduire à moins de 3 % les coûts de transaction des envois de fonds des migrants et éliminer les couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 % ». Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM) de 2018, au titre de l'objectif 19, a appelé à améliorer les conditions des migrants afin de contribuer au développement durable dans les pays d'origine, de transit et de destination. Il a plaidé pour l'adoption de politiques migratoires ; intégrer les migrations dans la planification du développement et les politiques sectorielles à différents niveaux ; faciliter les contributions des migrants, y compris les investissements et l'entrepreneuriat ; investir dans la recherche sur les contributions non financières des migrants ; et permettre leur participation politique. En outre, il a rappelé la nécessité d'adopter des approches participatives, y compris pour les acteurs étatiques et non étatiques. La valeur des envois de fonds a également été identifiée et reconnue dans l'objectif 20 du Pacte mondial sur les migrations, comme suit : « Rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et favoriser l'inclusion financière des migrants ».

Des dispositions plus détaillées ont été adoptées au niveau africain. L'Union africaine a reconnu l'importance de la diaspora de différentes manières. L'Agenda 2063 a appelé les États membres de l'Union africaine à permettre la participation de la diaspora et à faciliter la libre circulation des personnes, comme le prévoit le Protocole de l'Union Africaine sur la libre circulation des personnes de 2018. En 2012, le premier Sommet mondial de la diaspora Africaine a conduit à l'adoption de cinq programmes, dont le développement d'une base de

données sur les compétences des professionnels africains de la diaspora pour faciliter leur participation au programme de développement de l'Afrique, le Fonds d'investissement de la diaspora Africaine et l'Institut africain pour les envois de fonds (AIR). Le Cadre révisé des politiques migratoires pour l'Afrique a identifié l'engagement de la diaspora comme l'un de ses huit piliers clés de l'engagement. Il a mis en évidence les défis existants concernant le renforcement de la confiance entre les institutions de la diaspora, la rareté de données de qualité sur les diasporas et les envois de fonds, et la nécessité d'élaborer des stratégies nationales d'engagement de la diaspora, conformément aux cadres internationaux. Il a également appelé à s'engager auprès des diasporas de deuxième et troisième génération. Le Cadre de politique migratoire pour l'Afrique a recommandé plusieurs stratégies pour relever ces défis. Pour commencer, il a recommandé de créer des points focaux et des agences de la diaspora ; adopter des approches pangouvernementales ; et l'élaboration de stratégies d'engagement de la diaspora, en collaboration avec des donateurs et des organisations internationales. Il a également recommandé de faciliter l'investissement de la diaspora et la circulation des connaissances et des compétences, ainsi que des réformes politiques, sociales et économiques plus larges qui pourraient aider à attirer l'engagement de la diaspora. Enfin, il a recommandé d'améliorer la recherche et la collecte de données, notamment par le biais de la cartographie de la diaspora.

Les envois de fonds sont un outil essentiel pour le développement et ont des implications importantes pour la croissance économique à travers l'augmentation de la consommation, de l'investissement et des dépenses sociales (éducation, santé, sécurité sociale...). Par exemple, les envois de fonds se sont révélés être un instrument puissant pour réduire la pauvreté dans les pays d'origine et ils ont contribué à 40 % de la baisse des taux de pauvreté dans certains pays<sup>1</sup>. Les envois de fonds contribuent également à :

- (i) Une consommation accrue et une sécurité alimentaire comme en Éthiopie où les ménages agricoles qui reçoivent des envois de fonds sont moins préoccupés par l'approvisionnement en nourriture et sont moins exposés au risque de malnutrition<sup>2</sup>,
- (ii) L'augmentation des dépenses en investissements dans le capital humain (éducation et soins de santé) ;
- (iii) Réduction des inégalités des sexes. Par exemple, au Malawi, la migration vers l'Afrique du Sud a augmenté le niveau d'éducation des enfants dans les communautés rurales<sup>3</sup> et au Maroc, les parents ayant un faible niveau d'éducation dans les ménages qui reçoivent des envois de fonds retardent l'entrée de leurs filles sur le marché du travail<sup>4</sup>.

La plupart des migrations africaines se produisent à l'intérieur du continent, car les migrants recherchent des opportunités d'emploi dans les hubs économiques régionaux voisins. Environ 80 % des migrants africains ne sont pas intéressés de quitter le continent. L'Afrique ne représente que 14 % de la population migrante mondiale, contre 41 % pour l'Asie et 24 % pour l'Europe. Les pays africains comptent plus de 30 millions de migrants internationaux.

Les envois de fonds ont considérablement augmenté ces dernières années et sont devenus les principales entrées financières extérieures dans les pays africains, dépassant d'autres entrées qui jouent traditionnellement un rôle important dans ces pays, telles que l'aide publique

---

<sup>1</sup> Shrestha, Maheshwor. 2017. « Pousser et tirer : une étude de la migration internationale du Népal ». Document de travail de recherche sur les politiques 7965, Banque mondiale, Washington, DC.

<sup>2</sup> Abadi, Nigussie, Ataklti Techane, Girmay Tesfay, Daniel Maxwell et Babu Vaitla. 2018. « L'impact des envois de fonds sur la sécurité alimentaire des ménages : une perspective micro du Tigré, en Éthiopie ». Document de travail WIDER 40/2018, Université des Nations Unies – Institut mondial de recherche sur l'économie du développement, Helsinki, Finlande.

<sup>3</sup> Dinkelman, Taryn et Martine Mariotti. 2016. « Les effets à long terme de la migration de main-d'œuvre sur la formation du capital humain dans les communautés d'origine ». *American Economic Journal : Applied Economics* 8 (4) : 1-35.

<sup>4</sup> Bouoiyour, Jamal et Amal Miftah. 2015. « L'impact des envois de fonds sur l'accumulation du capital humain des enfants : données probantes du Maroc ». *Journal du développement international* 28 (2) : 266-80.

au développement (APD) et l'investissement étranger direct (IDE). Les envois de fonds sont également une source stable de devises, ce qui favorise la stabilité macroéconomique, contrairement à l'APD et à l'IDE. Ce fut le cas pendant la crise financière mondiale de 2008-2010 et pendant la pandémie de COVID-19, où ils sont restés relativement stables alors que d'autres entrées de capitaux se sont soudainement arrêtées<sup>5</sup>.

Les envois de fonds des migrants vers l'Afrique ont dépassé les 100 milliards de dollars américains en 2023, offrant une bouée de sauvetage aux populations vulnérables dans de nombreux pays africains. Cette somme substantielle a permis de subvenir aux besoins de plus de 200 millions de proches, principalement dans les zones rurales, dont un quart est alloué à l'investissement ou à l'épargne<sup>6</sup>. La contribution potentielle de la diaspora au développement du continent va bien au-delà des envois de fonds personnels. Ces contributions sont aussi des envois de fonds collectifs qui aident aux activités philanthropiques, à l'échange de connaissances, en passant par le renforcement des liens commerciaux et un meilleur accès aux marchés de capitaux étrangers. On estime que les diasporas africaines économisent 153 milliards de dollars par an, dont la majeure partie est actuellement investie en dehors de l'Afrique, et qui pourraient potentiellement être mobilisés pour l'Afrique via des instruments tels que les obligations de la diaspora.

Cependant, la contribution positive des migrants internationaux, en particulier des envois de fonds, est négligée. Et si les pays ont amélioré leur recours à la contribution des migrants au développement, dans les pays africains, beaucoup d'opportunités continuent d'être perdues. Comprendre la contribution positive des migrants à l'économie de leurs pays d'origine et concevoir des politiques qui les protègent et les autonomisent est essentiel pour maximiser les avantages de la migration. Plus largement, en apportant un soutien aux migrants, les politiques publiques sont censées créer une relation « gagnant-gagnant » au profit du migrant, du pays d'origine et du pays d'accueil. Conscients de l'importance des envois de fonds pour le développement économique et pour faciliter les politiques fondées sur des données probantes et leur mise en œuvre, les gouvernements, le secteur privé et les ONG ont besoin d'outils, d'un cadre et de politiques clairs qui aident à mieux optimiser la contribution des diasporas au développement de leurs pays d'origine.

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Pacte mondial sur les migrations) adopté au Maroc en décembre 2018 a confié aux commissions régionales la responsabilité d'appuyer les États membres sur le plan de l'examen, du suivi et de la mise en œuvre du Pacte. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) appuie les efforts des États membres pour mieux atteindre les objectifs du Pacte mondial sur les migrations, l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063.

Dans ce cadre, la CEA mettra en œuvre un programme sur le « *Renforcement du nexus migration-développement en Afrique* » de 2024 à 2028. Le programme soutient six (6) États membres africains caractérisés par des schémas migratoires divers, des situations géographiques stratégiques, des flux migratoires importants, des diasporas diversifiées, des envois de fonds importants (en pourcentage du PIB) et des efforts proactifs des gouvernements pour tirer parti de la migration pour le développement. L'approche interrégionale de ce programme repose sur le principe que la coopération Sud-Sud peut favoriser l'échange de données d'expérience dans des domaines communs et faciliter la diffusion des bonnes pratiques pertinentes.

---

<sup>5</sup> Kpodar, Kangni Roland, Montfort Mlachila, Saad Noor Quayyum et Vigninou Gammadigbe. 2021. « Défier les probabilités : les envois de fonds pendant la pandémie de COVID-19 ». Document de travail du FMI WP/21/186 (juillet), Fonds monétaire international, Washington.

<sup>6</sup> <https://www.ifad.org/en/prime-africa>

L '**objectif du programme** est de renforcer les capacités des pays sélectionnés à intégrer des stratégies dans les plans sectoriels (socio-économiques) afin d'optimiser la contribution des envois de fonds que les migrants en tant que travailleurs du secteur formel renvoient dans leur pays d'origine pour le développement durable.

**Au terme de ce programme**, il est prévu que les États membres ciblés se soient dotés de stratégies dans le cadre de plans sectoriels, qui optimisent les avantages des envois de fonds pour le développement. Il sera ainsi question de contribuer à renforcer les capacités techniques de certains États membres pour :

- a) Identifier les besoins et les meilleures pratiques pour mieux comprendre et intégrer les contributions positives de la migration (résultat 1) et
- b) Intégrer des actions dans les plans sectoriels (socio-économiques) pour optimiser la contribution des envois de fonds au développement (Résultat 2).

Pour mieux tirer parti des contributions positives de la migration au développement durable, et en mettant l'accent sur les flux de transferts de fonds en tant qu'outil clé pour le financement du développement dans un contexte où les ressources nationales et l'aide publique au développement sont en diminution, il est important de connaître :

- Profil et répartition des migrants du Ghana.
- Initiatives mises en œuvre par le pays pour promouvoir l'investissement de la diaspora.
- Défis et contraintes rencontrés par la diaspora pour investir au Ghana.
- Produits financiers existants et canaux de transmission des envois de fonds
- Quel est le potentiel des produits et services liés aux envois de fonds au Ghana ?
- Les attentes pour les produits et services liés aux envois de fonds sur le marché ?

Le programme de la CEA au Ghana vise à fournir un appui technique aux efforts du gouvernement et à renforcer les capacités à intégrer des stratégies dans les plans sectoriels (socio-économiques) afin d'optimiser la contribution des envois de fonds des migrants travaillant dans le secteur formel au développement durable de leur pays d'origine.

La Commission nationale de planification du développement (NDPC) est le point focal national pour la collaboration dans le cadre de ce programme. Dans le cadre de l'appui au Ghana, le bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique du Nord organisera une mission d'enquête (services de conseils) et un premier atelier de lancement sur la contribution de la migration au développement au Ghana.

## II. PAYS CIBLE : GHANA

Au Ghana, les envois de fonds constituent une source essentielle de revenus pour de nombreux ménages, renforçant la stabilité économique et encourageant les initiatives entrepreneuriales. Le contexte du Ghana en termes de transferts de fonds et de développement est caractérisé par des schémas migratoires divers, des envois de fonds importants (les envois de fonds représentaient 7 % du PIB en 2022)<sup>7</sup> et des efforts proactifs pour tirer parti de la migration pour le développement.

Le pays connaît une émigration motivée par des facteurs économiques, ce qui entraîne une diaspora importante. Les envois de fonds de cette diaspora jouent un rôle vital dans l'économie du Ghana, contribuant à la réduction de la pauvreté et au développement local. Le gouvernement reconnaît le potentiel de la diaspora et déploie des efforts considérables pour mettre en place des politiques visant à encourager l'engagement et les investissements de la diaspora. Les initiatives visant à attirer les envois de fonds mettent en évidence l'approche proactive du Ghana. Cela se reflète dans le Plan national de développement du Ghana (2018-2057) et la Politique nationale de migration, adoptée en avril 2016. Une politique d'engagement de la diaspora a également été élaborée en 2023 pour renforcer la capacité des Ghanéens résidant à l'étranger à participer efficacement au développement national de manière structurée en canalisant leurs envois de fonds vers les investissements, soutenir l'innovation et développer les secteurs prioritaires de l'économie.

### I. Statistiques : Migration et diaspora au Ghana

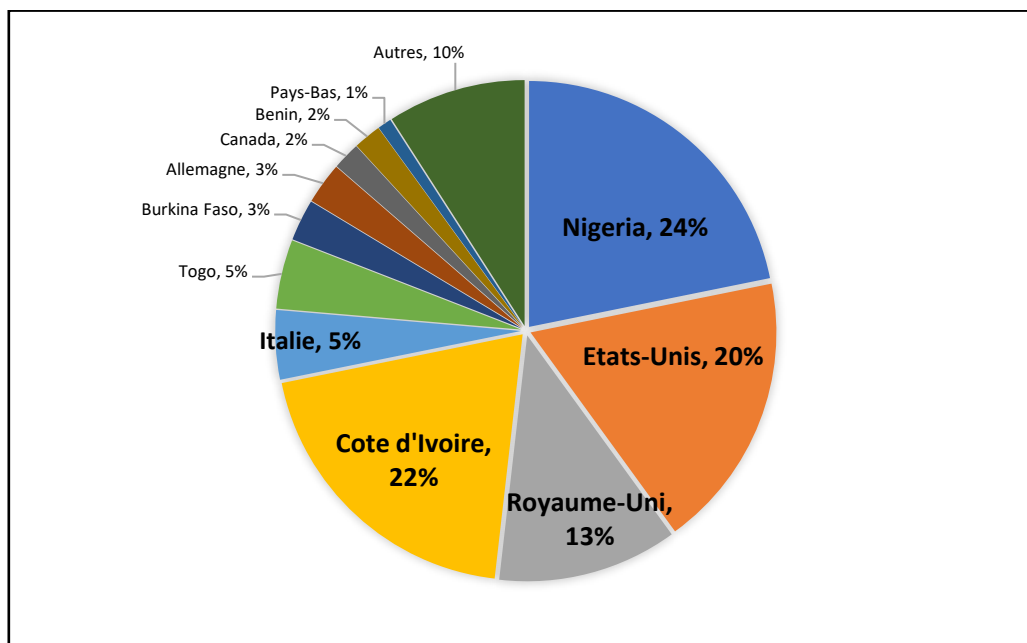
- Les statistiques disponibles ne donnent pas une image exacte du volume et de l'ampleur de l'émigration ghanéenne. Les estimations des missions ghanéennes à l'étranger indiquent que les migrants ghanéens résident dans plus de 53 pays à travers le monde, la majorité anglophones. Les estimations de la Banque mondiale indiquent que 1,7 million de Ghanéens résident à l'étranger, soit 7,6 % de la population totale.
- Les principaux pays de destination sont le Nigeria (24 %), les États-Unis (20 %), le Royaume-Uni (13 %) et la Côte d'Ivoire (11 %).<sup>8</sup>
- La majorité des migrants ghanéens (48 %) sont accueillis en Afrique, hors Afrique du Nord. Dix-neuf pour cent des migrants résident dans les pays frontaliers – Côte d'Ivoire (111,708), Togo (47,232) et Burkina Faso (33,487).
- En 2022, 47% des migrants internationaux au Ghana sont des femmes et 53% sont des hommes.
- Quinze pour cent (15 %) des Ghanéens résident sur le territoire de l'Union européenne. Des communautés relativement importantes sont basées en Italie (54,690) et en Allemagne (33,440). Les populations dans les Pays-Bas (14,923) et l'Espagne (13,778) sont en croissance.

---

<sup>7</sup> Indicateurs de la Banque mondiale (2022).

<sup>8</sup> Profils de pays – Remitscope [Profils de pays - Remitscope](#)

**Figure 1 : Ghanéens vivant à l'étranger, 2022**



- La décision d'émigrer est principalement motivée par des facteurs économiques, principalement les opportunités d'emploi (76 %). La deuxième raison la plus importante est la poursuite d'études formelles (13 %).

**Tableau 1 : Raisons de la migration**

Raison	Fréquence	Pourcentage
Education	89	13%
Emploi	520	76%
Mariage	39	6%
Visite/Vacances	11	2%
Rejoindre la Famille	30	4%
<b>Total</b>	<b>689</b>	<b>100%</b>

## **II. Flux de transferts de fonds et contribution au développement socio-économique au Ghana**

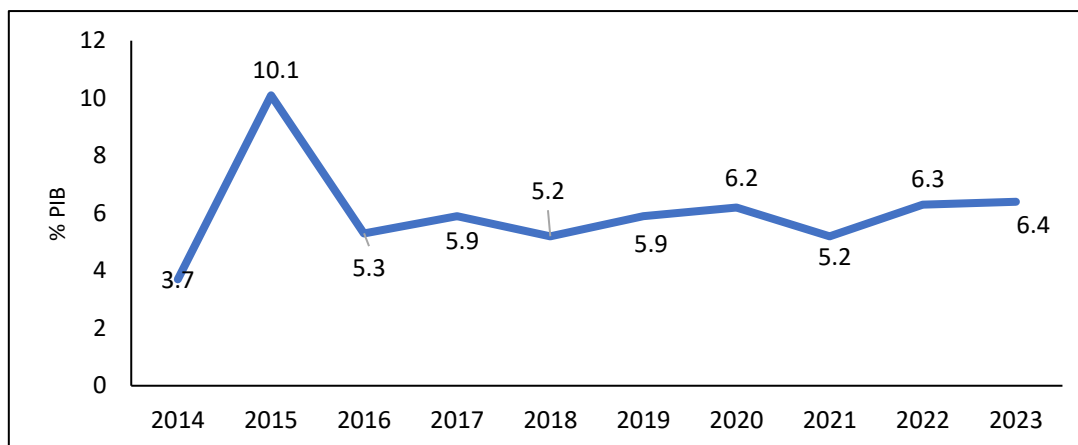
• Les envois de fonds internationaux vers le Ghana sont une source importante de fonds en devises pour le pays et on estime que 600,000 familles en dépendent.

• Le Ghana est le deuxième plus grand destinataire de transferts de fonds en Afrique, hors Afrique du Nord (après le Nigeria). On estime que 4,6 milliards de dollars américains ont été envoyés au Ghana en 2023, soit 6,4 % du PIB (Banque mondiale). Il équivalait à 6,4 % du PIB en 2023. La valeur réelle des envois de fonds envoyés dans le pays d'origine est probablement beaucoup plus élevée du recours aux canaux informels (non enregistrés).

- Le Ghana est un destinataire net des envois de fonds. En raison des restrictions imposées aux envois de fonds à l'étranger, une importante quantité d'argent circule de manière informelle du Ghana vers les pays voisins de la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

- Les envois de fonds vers le Ghana sont restés élevés pendant la pandémie de COVID-19 en 2020, augmentant de 22 % par rapport à 2019. Cette tendance à la croissance des envois de fonds s'est poursuivie en 2021 et 2022, à un rythme plus lent de 5 % et 3 % respectivement.

**Figure 2 : Transferts des fonds au Ghana (% du PIB)**

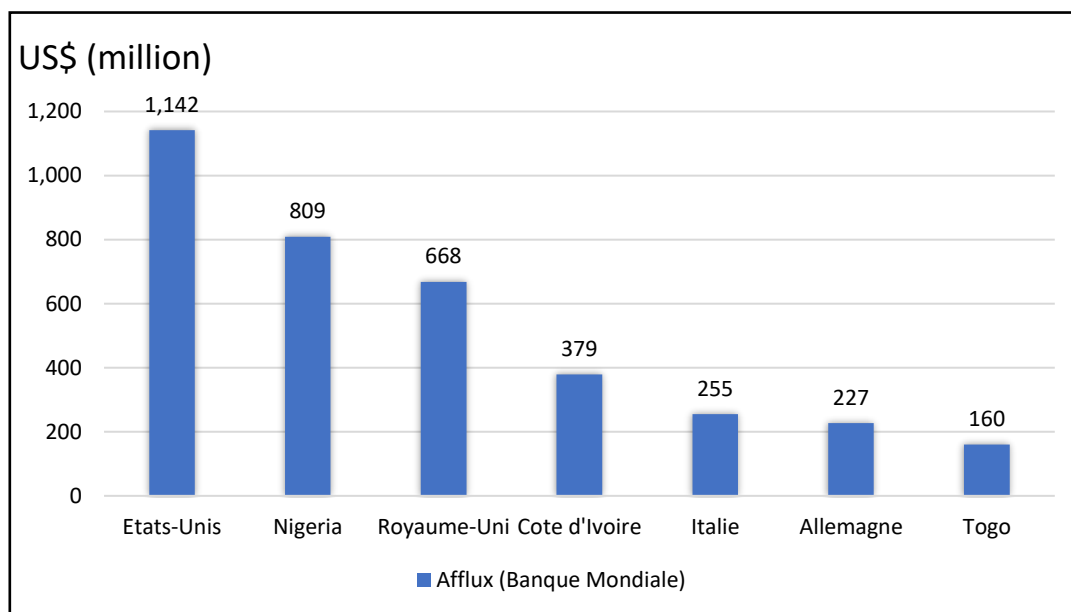


- L'origine géographique des envois de fonds du Ghana est conforme aux tendances de l'émigration. Les principaux émetteurs de fonds au Ghana viennent des États-Unis (25 %), du Nigeria (18 %) et du Royaume-Uni (15 %). Les envois de fonds en provenance des pays de l'UE représentent 18 % des entrées totales au Ghana. L'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas sont les principaux corridors de l'UE.

- Sur l'ensemble des envois de fonds, 36 % sont intra-africains. Après le Nigeria, la Côte d'Ivoire (8 %), le Togo (4 %) et le Burkina Faso (3 %) sont les plus grands couloirs de transferts intra-africains vers le Ghana.



**Figure 3 : Principaux pays d'origine de transfert de fonds entrants vers le Ghana en 2022 (en millions de dollars)**



- D'après l'enquête sur les niveaux de vie au Ghana (GLSS), les régions où la proportion de ménages ayant reçu des envois de fonds de migrants vivant à l'étranger est relativement élevée sont les régions du Grand Accra (80,3 %) et du Centre (75,1 %), tandis que la région du Haut-Ghana oriental en compte le moins (18,3 %).<sup>9</sup>
- D'après l'enquête sur les niveaux de vie au Ghana (GLSS), environ 88,3 % des envois de fonds aux ménages sont utilisés pour la consommation ou les frais de subsistance, et environ 3,56 % des envois de fonds sont consacrés à l'investissement, tandis que 5,98 % sont destinés au développement du capital humain (dépenses de santé et d'éducation).<sup>10</sup>
- Les données sur les entrées et les sorties de fonds sont collectées par la Banque du Ghana, bien qu'il s'agisse d'un nombre limité d'indicateurs de données.

### III. Cadre de gouvernance et réglementaire pour les envois de fonds au Ghana

#### ➤ *Plan national de développement 2018-2057*

- Le programme de développement social et économique durable du Ghana est inscrit dans son plan national de développement pour 2018-2057 et le programme coordonné de politiques de développement économique et social (2017-2024).
- Le plan national de développement reconnaît l'importance des envois de fonds et leur rôle est de contribuer au développement du pays. Renforcer l'engagement avec la diaspora pour le développement national au Ghana est l'une des priorités du plan national et cela a été reflété

<sup>9</sup> L'enquête sur les niveaux de vie au Ghana (GLSS), 2017.

<sup>10</sup> L'enquête sur les niveaux de vie au Ghana (GLSS), 2017.

dans l'objectif stratégique 2 : Renforcer les relations avec la diaspora ghanéenne et le monde panafricain en général.

➤ ***Politique d'engagement de la diaspora***

- Le Ghana a officiellement reconnu l'importance de la diaspora et la contribution précieuse que les Ghanéens à l'étranger peuvent apporter au développement du pays. Cette reconnaissance a conduit à l'élaboration d'une politique unique de la diaspora qui couvre toutes les institutions et tous les secteurs gouvernementaux. La politique fournit une approche unificatrice du processus d'engagement de la diaspora entre les différents ministères et institutions gouvernementales.

- L'objectif principal de l'engagement de la diaspora est de renforcer la capacité des Ghanéens résidant à l'étranger à participer efficacement au développement national de manière structurée en canalisant leurs envois de fonds pour investir, soutenir l'innovation et développer les secteurs prioritaires de l'économie.

➤ ***Politique nationale en matière de migration***

- La politique migratoire nationale (2016) représente le premier cadre politique national complet en matière de migration. Il établit plusieurs objectifs et stratégies liés à la fuite des cerveaux et au retour et à la réintégration des émigrés, ainsi que le rôle des diasporas dans le soutien au développement par le biais des envois de fonds et des transferts de connaissances. La politique recommande également des stratégies pour augmenter les flux de transferts de fonds afin de contribuer au développement du Ghana.

➤ ***L'environnement réglementaire du Ghana pour les envois de fonds est clair et bien défini.***

- Les banques sont reconnues comme les principaux fournisseurs de services de transfert de fonds internationaux au Ghana dans la loi sur les changes de 2006 (loi 723). Cette loi définit le régime de change du Ghana, spécifiant que tous les paiements entrants ou sortants de devises étrangères doivent être effectués par une banque ou un négociant agréé.

- Pour opérer sur le marché, tous les prestataires de services de transfert de fonds doivent s'associer à une banque et sont tenus d'utiliser les taux de change interbancaires quotidiens publiés par la Banque du Ghana. Certaines banques ghanéennes proposent des comptes transactionnels, des services bancaires et des processus d'intégration destinés à la diaspora, mais l'offre reste limitée.

- En raison des difficultés économiques, le marché ghanéen des envois de fonds a des coûts plus élevés que de nombreux marchés africains. Le coût moyen actuel d'un envoi d'argent au Ghana est de 9,1 % du montant envoyé (T4 2022). Il s'agit d'une augmentation de près de 3 % par rapport au T1 2021. Le coût des envois vers le Ghana est désormais supérieur à la moyenne africaine de 8,46 % (T3 2022), la région la plus chère pour envoyer des fonds, et bien au-dessus de la cible de 3 % de l'ODD 10.c.

- Le marché ghanéen des transferts de fonds passe rapidement de services principalement basés sur l'argent liquide à des services de plus en plus numériques. Le marché est desservi par de nombreux opérateurs internationaux de transfert d'argent (MTO) et un nombre croissant de spécialistes des corridors. Les canaux numériques sont moins chers que les canaux de paiement en espèces, mais cela varie d'un pays d'envoi à l'autre.

### **III. OBJECTIFS DE LA MISSION D'ENQUÊTE (SERVICES DE CONSEILS) ET DE L'ATELIER DE LANCEMENT**

La mission d'enquête (Services de conseils) vise à rencontrer les principales parties prenantes nationales et à initier des discussions et des échanges sur les progrès réalisés, les initiatives lancées par le gouvernement, les défis et les besoins pour mieux optimiser la contribution des envois de fonds au développement durable au Ghana.

Les objectifs généraux du premier atelier de lancement sont les suivants :

- Présenter et discuter de l'expérience du Ghana pour assurer une meilleure utilisation des envois de fonds des diasporas pour soutenir le développement du pays.
- Présenter les produits financiers existants, les initiatives lancées par le gouvernement et les défis rencontrés par les migrants pour promouvoir les investissements dans leur pays d'origine, et
- Identifier les besoins (2-3 actions principales) et proposer un plan d'action pour optimiser la contribution des migrants au développement du Ghana.

### **IV. RÉSULTATS ATTENDUS**

- i. Amélioration de la connaissance et de la compréhension du rôle et de l'importance de la contribution des diasporas au développement durable au Ghana.
- ii. Identifier les initiatives/outils/actions/politiques existants pour optimiser l'utilisation des envois de fonds.
- iii. Meilleure compréhension des canaux de transmission des envois de fonds, des défis rencontrés par les migrants et de la nécessité d'assurer une meilleure utilisation de leurs envois de fonds au Ghana ; et
- iv. Élaborer un plan d'action avec 2 ou 3 priorités pour tirer parti des avantages de la migration et des envois de fonds pour le développement durable au Ghana.
- v. Mettre en place un groupe de travail composé d'intervenants pour contribuer au programme.

### **V. PARTICIPANTS**

La réunion avec les principales parties prenantes au cours de la mission d'enquête (services de conseils) durera 3 jours.

Le premier atelier de lancement (1 jour) réunira environ 45 à 50 participants des ministères sectoriels et d'autres institutions gouvernementales responsables de la migration et de la diaspora au Ghana. Le format de l'atelier s'articulera autour de sessions plénières.

La discussion et l'échange enrichiront l'atelier et aideront à identifier les priorités du Ghana pour mieux tirer parti de la contribution de la diaspora au développement durable. Les personnes-ressources apporteront leur contribution à différentes étapes pour atteindre les objectifs.

Des représentants des entités ci-dessous seront consultés et participeront à l'atelier de lancement :

- ✓ Commission Nationale de Planification du Développement (NDPC) (7)
- ✓ Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale (MoFARI) (1)
- ✓ Ministère des finances (1)
- ✓ Bureau des affaires de la diaspora, Bureau du président (DAOOP) (1)
- ✓ Ministère des collectivités locales et du développement rural (1)
- ✓ Ministère de l'Intérieur (MINTER) (1)
- ✓ Ministère de l'Emploi et des Relations de travail (MELR) (1)
- ✓ Bureau du procureur général et ministère de la Justice (1)
- ✓ Banque du Ghana (BoG) (1)
- ✓ Conseil Ghanéen de promotion des investissements (GIPC) (1)
- ✓ Services statistiques du Ghana (GSS) (1)
- ✓ Réseau des Nations Unies pour les migrations (OIM (1), Bureau du Coordonnateur Résident du Ghana (1)
- ✓ Institutions financières : Banques commerciales (3-5), Banques d'investissement (3), Compagnies d'assurance (2)
- ✓ Chambre de commerce (1)
- ✓ Association des industries du Ghana (1)
- ✓ Service d'immigration du Ghana (GIS) (1)
- ✓ Centre d'études sur les migrations (CMS) (1)
- ✓ Service de police du Ghana (1)
- ✓ Bureau économique de lutte contre la criminalité organisée (EOCO) (1)
- ✓ Réseau national des parties prenantes aux envois de fonds : Ghana (1)
- ✓ Parlement (1)
- ✓ Mécanisme national de coordination (1)
- ✓ Commission Ghanéenne pour les réfugiés (GRB) (1)
- ✓ Organisations de la diaspora (1)

## VI. DATE ET LIEU

La mission d'enquête (Services de conseils) pour 3 jours se tiendra à Accra, au Ghana, du **24 au 26 juin 2024**.

L'atelier de lancement (1 jour) aura lieu le **27 juin 2024**, à Accra, Ghana à l'hôtel Best Western Premier, Accra, Ghana

## VII. LANGUES DE TRAVAIL

La langue de la réunion sera l'anglais.

## VIII. CONTACTS

Pour plus d'informations sur l'événement, veuillez contacter :

➤ **Chargée des affaires économiques et Responsable de programme**

**Mme Samia Mansour Hamouda**

Courriel : [samia.hamouda@un.org](mailto:samia.hamouda@un.org)

➤ **Assistant Documentation & Programme**

**Mr Elias Ennasiri**

Courriel : [ilias.ennassiri@un.org](mailto:ilias.ennassiri@un.org)

➤ **Point focal pays :**

**Dr Lily Owusu**

COMMISSION NATIONALE DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Courriel : [lily.owusu@ndpc.gov.gh](mailto:lily.owusu@ndpc.gov.gh)

## ORDRE DU JOUR

### Jour 1 : 27 juin 2024

09h00 – 09h30 : Arrivée/Enregistrement

09h30 – 09h45 : Séance d'ouverture

- **Dr. KODJO ESSEIM MENSAH-ABRAMPA**, Directeur Général, Commission Nationale de la Planification du Développement (NDPC) du Ghana
- **Mme Samia HAMOUDA**, Économiste et Responsable de programme, Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA/BSR-NA)

09h45 – 10h00 : Photo de groupe

10h00 – 10h15 **Pause-café**

10h15 – 10h30 : **Séance 1 : Présentation des objectifs de l'atelier et adoption du programme de travail**

- **Prof. Ferdinand AHIKPOR**, Professeur et Vice-Doyen, École d'économie, Université de Cape Coast, Ghana

10h30 – 12h00 : **Session 2 : Présentation du programme et de la manière dont les envois de fonds peuvent financer le développement en Afrique.**

**Mme Samia HAMOUDA**, Économiste et Responsable de programme, Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA/BSR-NA)

**Modératrice** : **Dr. Lily Owusu**, Commission Nationale de la Planification du Développement (NDPC) du Ghana

**Discussions**

12h00 – 13h00 **Déjeuner**

13h00 – 15h00 : **Session 3 : Présentation de représentants et d'experts sur la contribution de la diaspora au développement (initiatives/politiques actuelles et suggestions)**

- Commission nationale de planification du développement (NDPC)
- Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale (MoFARI)
- Le Bureau des affaires de la diaspora, Bureau du président (DAOOP)
- Banque centrale du Ghana (CBG)
- Centre de promotion des investissements du Ghana (GIPC)
- Représentant du secteur bancaire : **Directeur général de Consolidated Bank Ghana Limited : M. Daniel Addo**
- Représentant de l'OIM

**Modératrice** : **Dr. Lily Owusu**, Commission Nationale de la Planification du Développement (NDPC) du Ghana

**Discussions**

**15h00 – 16h00**      **Session 4 : Présentation des termes de référence du Groupe de travail national et identification des priorités pour mieux tirer parti des avantages de la migration et des envois de fonds pour le développement durable au Ghana.**

**Intervenant :** **Mme Samia HAMOUDA**, Économiste et Chargée de programme, Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA/BSR-NA)

- **Modératrice :** **Dr. Lily Owusu**, Commission Nationale de la Planification du Développement (NDPC) du Ghana

**Discussions**

**16h00 – 16h30**      **Séance de clôture**

- **Dr. KODJO ESSEIM MENSAH-ABRAMPA**, Directeur Général, Commission Nationale de la Planification du Développement (NDPC) du Ghana

- **Mme Samia HAMOUDA**, Économiste et Responsable de programme, Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA/BSR-NA)

**16h30 – 16h45**      **Pause-café**

